ACTION DU G.E.P.O.P.

FACE A LA DERNIERE MAREE NOIRE

AMPLEUR DU DESASTRE

Le bilan de la pollution des côtes européennes en façade Ouest par les hydrocarbures aura été, cet hiver 80-81, particulièrement catastrophique. Des rivages scandinaves à ceux de Bretagne, les moyens d'in--formation ont rendu compte d'évènements inqiétants. Une fois de plus, l'avi--faune aura payé un lourd tribut, on se sera, une fois de plus, contenté de relever cette face visible d'un insidieux désastre écologique, les associations de protection feront figure de s'attarder, une fois encore, à pleurer la mort des petits oiseaux.

Dès janvier on annonçait que des dizaines de milliers de Pingouins et de Guillemots étaient rejetés sur le littoral norvégien, des milliers de cadavres s'échouaient sur les plages de Hollande et de Belgique. Pour la France, notre association semble avoir été seule à tenir une compta--bilité suivie et sérieuse. Au total et sur seulement 40 km de côtes picardes plus de 1700 oiseaux ont été dénombrés. C'est sans commune mesure avec ce que nous enregistrons habituellement.

Le 4 janvier, P Triplet avait remarqué un nombre inhabi--tuel de cadavres d'Alcidés "mazoutés" et estimait à 10% le nombre de Laridés souillés par les hydrocarbures ce qui est considérable, ces oiseaux échappant ordinairement à ces dangers. Spontanément et immédiatement, notre "Section Ornithologique" puis notre association toute entière ont organisé des ramas--sages dont les données simplifiées s'établissent comme suit:

6 janvier:	6	oiseaux	relevés	dont	2	vivants
10 janvier:	238	"	"	"	26	vivants
11 janvier:	14	"	"	"	3	"
13 et 14 janvier:	75	"	"	"	17	"
18 janvier:	611	"	"	"	52	"
20 janvier:	62	"	"	"	9	"
21 janvier:	100	"	"	"	2	"
25 janvier:	142	"	"	"	1	"
ler février:	42	"	"	"	0	"
8 février:	2	"	"	"	2	"
15 février:	303	"	"	"		"

Soit au total: 1595 oiseaux ramassés par nos soins, aux--quels il faut ajouter au minimum une bonne centaine d'oiseaux recueillis vivants par d'autres et dont nous avons eu connaissance.

Cette sèche énumération mesure l'ampleur du désastre et explique notre indignation. Pourtant, aussi active fut-elle, elle n'aura guère eu d'effet: trois grandes directions à nos actions, le soin aux oiseaux recueil--lis et l'étude des données, l'appel aux médias, le recours à l'administration.

SOINS AUX OISEAUX RECUEILLIS

Pour ce premier point, nous pouvons dire que tout ce qui pouvait être fait, même au-delà de tout espoir, a été tenté. En particulier l'équipe de la section a donné avec acharnement et générosité son temps, sa compétence et son énergie. Notre propos n'étant pas de décerner des éloges, qu'on se rappelle la maison de François Sueur envahie de rescapés et de mazout les volières de J.M. Thiéry submergées.

De plus, un centre "concurrent" ouvert par une société de chasse a recueilli de son côté, 82 oiseaux, vité morts hélas, que nous n'avons pas eu à soigner, sans compter les "sauveteurs individuels" à la bonne volonté meurtrière.

Reconnaissons que nous avons été pris de court, seule l'action bénévole ayant fonctionnée. De celà nous tiendrons compte pour l'avenir.

APPEL AUX MEDIAS

Un effort particulier a été mené pour alerter la presse: communiqués appels téléphoniques, visites, rien n'a été épargné. Dans son ensemble, radio et télévision ont répondu rapidement et attentivement. Dès le 10 janvier, une équipe de F.R.3 menée par Philippe Dessaint se rendait sur la côte, s'enquérait de l'étendue du mal et filmait les "résultats" de notre premier ramassage (passage à l'antenne dès le samedi 10 au soir). Le 18 janvier, c'est F.R.3 radio qui "couvrait" notre opération et P.Desesquelles nous consacrait un magazine entier et remarquable le vendredi 30 janvier au matin.

Le 15 février second reportage de F.R.3 télé repris dans le journal de la mer (F.R.3 national) à Antenne 2. Notons également le reportage spécial d'une équipe de T.F.1 pour le journal télévisé national de 20 heures. Les émissions spécialisées sur les animaux ont consacré, de leur côté, un temps d'antenne à ce sujet.

De son côté, la presse écrite, plus largement sollicitée qu'à l'habitude peut-être, a dans l'ensemble fait écho à nos communiqués, jusque dans les journaux nationaux. La Voix du Nord, en particulier, a largement suivi l'événement. Le Courrier Picard, quant à lui, a passé presque tous nos communiqués ce qui n'est pas rien (4 nos du C.P. dont une première page et un communiqué des sauvaginiers). Mais, même si l'annonce d'une de nos sorties ramassage a "sauté", ce qui peut paraître dommage, vue l'ampleur du phénomène, c'est qu' aucun journaliste du quotidien régional n'ait été dépêché pour s'enquerrir de la question: à l'époque de l'Amoco Cadiz, les journaux bretons et les autres s'étaient emparés du problème, alors que l'effet sur l'avifaune était comparable (4000 oiseaux sur 250 km de littoral en 2 mois). Il est vrai, qu'alors, le mal était moins niable et que le tourisme était menacé! Il reste encore beaucoup à faire pour que s'éveille la simple vigilance à la santé de l'environnement...

ORGANISMES ET POUVOIRS PUBLICS

Vis à vis des pouvoirs publics et des organismes spécialisés, notre pression a été sans relâche mais d'effet inégal! Durant deux mois, avec une obstination remarquable, les administrations dépendant de la préfecture mari--time ou spécialisées dans la surveillance de la mer ont nié l'existance d'une pollution par hydrocarbures "qu'on ne leur avait pas signalée"... A déduire que ni les milliers de cadavres, ni les dizaines d'appel téléphoniques aux quartier des affaires maritimes (= sous-préfectures?) de Boulogne, Dieppe, Le Havre, à la C.R.O.S.S./M.A. (quels arcanes!) n'étaient pas en compte.

Tout autre a été la position de la préfecture de région particulièrement en la personne de Mr Faucheur, et de la Délégation régionale à l'Environnement avec Mr Merreau. Nous y avons trouvé non seulement une oreille attentive, mais une aide efficace, nous relayant dans nos interventions auprès des responsables maritimes, s'enquérant auprès de nous de l'état de la pollution (puisque nul autre ne semblait alors en avoir conscience), venant sur place, et nous soutenant financièrement: la préfecture de la Somme a obtenu pour conforter notre action une subvention de 4000F du ministère, la D.R.E. nous propose des études d'impact. Auprès d'eux, notre dévouement et notre sérieux ont enfin trouvé crédit. De plus cette collaboration ne semble pas devoir cesser avec ce désolant épisode.

Si la Station d'Etudes en Baie de Somme n'a pas été en mesure de nous seconder, ni pratiquement ni techniquement, nous avons enre--gistré avec beaucoup de plaisir la collaboration des villes de St Valery, de Cayeux (prêt d'un local) et surtout de la Fédération Départementale de la Chasse. Ce n'est pas elle qui a ironisé sur ceux qui ne savaient regarder qu'à leurs pieds sans lever jamais les yeux (pour voir les nuages innombrables de gibier!).

Nous avons pour notre part regretté que le représentant de la protection de la nature au Comité Economique et Social fut, juste à ce moment de pollution, absent d'Amiens alors que se tenait la session du C.E.S.

Au total, cette triste affaire nous a encore un peu appris avec qui nous pouvions compter et les lacunes graves de la réglementation sur la sauvegarde des milieux naturels.

LE G.E.P.O.P. PORTE PLAINTE

Nous avons aussi porté plainte auprès du Procureur de la République pour dégradation du milieu naturel, avec preuves (échantillons de mazout) à l'appui. Aujourd'hui début avril, aucune nouvelle! Des échantillons ont été envoyés à Brest pour analyse, deux mois après, pas de nouvelles. Même quand la catastrophe presse, quelle patience il faut! A croire, si l'on avait mauvais esprit, qu'on ne dédaignerait pas de nous décourager, de compter sur la lassitude.

En conclusion, nous avons pu mesurer l'efficacité et les faiblesses d'une association comme la nôtre dans une crise grave. La rapidité à réagir, la souplesse, l'acharnement généreux à sauver ce qui peut l'être sont de notre côté. Mais cette fois encore, nous avons dû remarquer combien nous manquait une légitimation officielle, un pied dans le système, non pour y faire pousser nos lauriers mais pour démultiplier nos efforts. Force est de reconnaî--tre que les représentants désignés aux différentes commissions de sauvegarde de la nature ou aux conseils régionaux ne se sont pas beaucoup émus et ne nous ont pas été d'un grand secours. A moins que cela soit ce qui est souhaité, il serait temps que les pouvoirs publics s'en aperçoivent et en tiennent compte.

C. DELAHOCHE.